

## MON SEJOUR PLACE BEAUVEAU

9 mars 1940 : Le printemps approche et, si certains le redoutent, parce qu'avec le retour des longs ensoleillements il pourrait inciter l'état-major hitlérien à passer à l'attaque, d'autres, sans doute plus nombreux, saluent sa venue qui leur apportera, à leur avis, le rétablissement officiel d'une paix que rien d'irréversible n'a encore troublée.

La propagande, en tout cas, ne chôme pas. On pourrait croire que les jeux n'étant pas faits et que la guerre ne touchant encore qu'une partie des nations européennes, Berlin, Londres et Paris s'efforcent de recruter sur toute la surface du globe les Alliés qui attendent pour se prononcer de voir comment vont tourner les choses. Pour moi, affecté à la France d'Outre-mer, ce sont surtout les populations de l'Empire français qu'il me revient d'évangéliser. Par notre émetteur d'ondes courtes, nous couvrons l'Afrique du Nord, Tunisie, Algérie, Maroc. Avec *Paris-Mondial*, dont je dispose, nous couvrons l'Indochine, et accessoirement le Japon qu'il s'agit de mettre en garde contre les jugements trop hâtifs portés sur le rapport des forces qui, tôt ou tard, seront aux prises.

Mon travail augmentant sans cesse avec la montée de la sève dans les arbres du jardin du ministère, j'ai prié le sous-directeur politique de m'envoyer quelqu'un pour me seconder.

Je m'attendais à voir arriver un de ces gouverneurs en surnombre auxquels Mandel prend plaisir à assigner des fonctions d'une humiliante insignifiance. (C'est un gouverneur-général, par exemple, qui est chargé du service intérieur et doit

veiller à nous munir de crayons de couleur, même le dimanche), et j'ai vu entrer tout à l'heure une jeune fille, qui s'est avancée d'un pas glissant et a décliné son nom et ses titres : Marguerite Donnadiou <sup>(1)</sup>, licenciée en droit, experte, par ses origines, en affaires indochinoises.

Je l'ai regardée : Malgré sa petite taille elle ne saurait passer inaperçue, avec son grand chapeau de peluche, renversé en arrière, en forme d'auréole. Sous des paupières épaisses ses yeux un peu bridés laissent couler un regard chaud et humide, qui rend encore plus ambigu son sourire, à la fois prometteur et réticent.

J'avais pensé qu'elle pourrait me suppléer quelquefois pour les émissions d'Extrême-Orient. Mais les premiers essais n'ont guère été concluants ; les textes qu'elle m'a soumis ressemblaient à des devoirs d'écolière ; les mots impropres, les tournures embarrassées y foisonnaient ; tout était gris, terne. J'ai compris — et je ne m'en étonne pas, car j'ai éprouvé le même ennui, à mes débuts avec Mandel — qu'elle ne pouvait s'intéresser à ces émissions de propagande abusives, gonflées d'exagérations mensongères. Je ne lui ai donc fait aucune remarque. J'ai recommencé à rédiger mes papiers et je ne lui ai demandé que de les lire au micro. Sa voix est nette quoique un peu sourde. Son velouté peut caresser agréablement l'oreille de nos lointains et hypothétiques auditeurs.

*12 mars* : Dans les cabinets ministériels on est inquiet. Des bruits courent sur un changement possible de gouvernement. Le président du conseil est très attaqué, et Philippe Roques qui « fait » les couloirs de la Chambre, m'assure qu'il existe une conspiration contre Daladier, qu'on voudrait voir remplacé par Paul Reynaud. Lui-même (Roques), y prend part, avec, croit-il, l'assentiment tacite de Mandel. Que reproche donc celui-ci à Daladier ? Comme toujours de ne pas agir, d'attendre le choc, l'arme au pied, d'avoir refusé d'étudier la proposition du général Gamelin qui, depuis novembre dernier, se déclare prêt à attaquer, afin de devancer les Allemands qui, selon lui, n'attendent plus que le beau temps pour lancer leur offensive. Bien que Mandel se méfie des talents et du caractère de Gamelin, il n'en est pas moins, pour une fois, de son avis.

Daladier est d'ailleurs d'autant plus menacé, qu'il a été

(1) Elle s'est fait connaître, plus tard, sous le pseudonyme de Marguerite Duras.

victime d'un accident un peu ridicule, qui l'a empêché un bon bout de temps de paraître à l'Assemblée. Passant le week-end, en compagnie de Mme de Crussol, près de Rambouillet, dans la propriété du ministre Patenôtre, il a voulu faire une promenade à cheval dans les bois voisins. Le cheval l'a désarçonné et il s'est fracturé le pied... Blessure assez légère, mais qui lui interdit de déjouer lui-même les intrigues des parlementaires qui aspirent à lui succéder. Il s'en est remis de ce soin à la marquise de Crussol, et l'on a pu voir celle-ci aller et venir, du salon où elle reçoit les ministres et les hauts fonctionnaires, à la chambre où elle a cloîtré le président du conseil dont elle redoute les imprudences. La situation politique de Daladier n'en a été qu'aggravée. On chuchote que le pouvoir est tombé en quenouille. De là l'anxiété qui transparait dans les cabinets ministériels. Demain, ne devons-nous pas rentrer chez nous, si notre patron ne fait pas partie de la prochaine combinaison ?

*20 mars* : Les augures ne s'étaient pas trompés. Daladier a été renversé hier par un vote de l'Assemblée. Aussitôt le président Lebrun a désigné Paul Reynaud. Nous respirons : Mandel reste au ministère de la France d'Outre-mer. Sa situation personnelle est même renforcée, car on a appris que Churchill, après avoir félicité Reynaud de son arrivée au pouvoir, a cru bon d'ajouter qu'il se réjouissait de le voir à la barre « avec Mandel près de lui », ce qui en dit long sur les espérances que les Britanniques mettent dans l'homme qu'ils considèrent comme le dépositaire de la pensée et de l'énergie de Clemenceau.

Dans l'ensemble, le gouvernement est dominé par ceux que les journaux de Droite appellent, depuis la déclaration de guerre de septembre, les « bellicistes ». Du clan pacifiste on n'a conservé qu'Anatole de Monzie, aux Travaux publics, et Charles Pomaret, au Travail. Pour moi je regrette un peu que Giraudoux ait été remplacé à l'Information par Frossard ; non que celui-ci ne soit pas qualifié pour diriger les services de l'Hôtel Continental, la fermeté de son caractère, la diversité de ses connaissances ne sont contestées par personne ; mais il m'était agréable de voir l'écrivain raffiné et précieux, donner aux vulgarités de notre propagande une expression plus subtile. Si Giraudoux a subi une sorte d'échec, c'est parce qu'il n'a pas pu — ou voulu — se mettre au niveau du milieu politique. Comment le lui reprocher.

10 mai 1940 : Reçu aujourd'hui — avec bien d'autres évidemment — le coup de massue que je n'attendais plus. Il était dix heures du matin. Il faisait si beau que j'étais venu au ministère à pied, et par le chemin le plus long, en compagnie de Marguerite Donnadiou qui, pas plus que moi, n'aime se lever tôt.

Sous un soleil déjà brûlant nous descendions en flânant le boulevard Montparnasse, lorsque un homme est arrivé en courant et s'est brusquement arrêté devant nous. Il est resté un instant sans pouvoir parler, et cela m'a donné le temps de le reconnaître : C'est un conseiller de Paul Reynaud dont le calme et la sagacité avaient fait jusqu'ici mon admiration :

— Les Allemands ont attaqué avec des blindés, du côté de Sedan, a-t-il dit, dès qu'il a eu repris son souffle ; le front a été percé...

Il est reparti, toujours courant, comme s'il se sentait poursuivi. Nous sommes restés à nous regarder, hésitant à parler, comme si nous avions craint que le son de notre voix ait changé, soucieux pour nous-mêmes, certes, et pourtant conscients que le coup qui venait d'ébranler le monde, ne pouvait que modifier les rapports entre humains, familiers, amicaux ; les nôtres aussi, peut-être... Entre hier et aujourd'hui, une fraîche coupure se dessinait. Sans l'avoir prévu, nous étions passés de l'autre côté de la barrière ; une porte s'était refermée derrière nous.

17 mai : Les pouvoirs publics ont été bien près de quitter Paris. Le 6, on apprit que les Allemands avaient atteint la ville de Laon. L'armée hollandaise ayant capitulé, le même jour, on admit que la route de la capitale était ouverte. Gamelin avait téléphoné dans la nuit à Daladier, de se préparer au départ. Churchill qui est arrivé à l'improviste aurait, paraît-il, reproché au général de ne pas avoir employé nos troupes de Belgique à contre-attaquer sur les flancs et les arrières de l'ennemi. Gamelin aurait répliqué qu'il manquait de réserves. Il semble que Daladier ait moralement démissionné. Il a appelé Pétain et Weygand qui se sont mis en route aussitôt.

Chez nous, Mandel a eu beau rester imperturbable, refuser de descendre dans son abri lors des bombardements des aérodromes, le personnel subalterne a pris peur. Et les gradés ont bientôt subi la contagion. Dans le jardin, on a cru bon de brûler des monceaux d'archives. De ma fenêtre je vois monter de minces colonnes de fumée blanche que ne rabat aucun

vent. J'en ai profité pour me débarrasser de tous les documents marqués de l'inscription : *confidentiel*, dont les services encombrèrent nos bureaux.

A l'Hôtel Continental, même affolement, à peine plus discret. La préoccupation essentielle pour tout le monde a été de savoir comment et par quel véhicule, les services seraient transportés à l'arrière. L'arrière : terme vague ! Personne ne sait où il commence et où il finit. La seule précision que j'ai pu obtenir, avant-hier, de notre « gouverneur militaire », a été, qu'un train, composé d'une dizaine de voitures de marchandises, restait jour et nuit sous pression à la gare d'Austerlitz, et qu'il serait réservé aux fonctionnaires de l'Information. Mais ceux-ci devront aller le prendre par leurs propres moyens ; l'heure du départ du convoi ne sera pas communiquée ; il faudra se débrouiller pour ne pas le rater.

Je connais des gens qui n'ont pas dormi depuis plusieurs nuits, occupés qu'ils étaient à monter la garde autour du train refuge.

18 mai : Vu, de bonne heure, ce matin, le Dr Francis Varenne, qui fut un des collaborateurs de Clemenceau et qui jouit, à ce titre, de l'estime de Mandel ; il la mérite par son calme et sa perspicacité. Il revenait de Vincennes où l'état-major du général Georges s'est replié. Le grand désordre qui y régnait l'a surpris. Les officiers allaient et venaient sans but, et semblaient plus désireux de quêter des nouvelles que d'en donner. Il croit que la sourde rivalité qui existe, depuis le début de la guerre, entre le commandant en chef des armées (Gamelin), et le commandant des armées du Nord-Est (Georges), a été pour beaucoup dans l'irrésolution des chefs de corps et dans la lenteur des décisions.

Heureusement l'ennemi paraît avoir abandonné l'idée de marcher sans désemparer sur Paris. Il a dirigé le gros de ses forces vers la mer, où il voudrait sans doute acculer les Britanniques. A l'Élysée comme à la Présidence du Conseil on a soupiré d'aise. Enfin, on va pouvoir souffler un peu ! Peut-être pourra-t-on ramener au combat une partie des troupes qui se sont débandées et parmi lesquelles les morts et les blessés ne sont pas très nombreux...

19 mai : En rentrant ce soir, vers 3 heures, rue Oudinot, j'ai trouvé mes collègues du cabinet en train de déménager. Profi-

tant du répit qui lui était accordé, Paul Reynaud a remanié le gouvernement. Pétain est nommé vice-président du Conseil. Daladier s'étant résigné à prendre le Quai d'Orsay, Reynaud a pris, lui-même, le ministère de la guerre. Quant à Mandel, il a été désigné, en sa qualité d'ancien collaborateur de Clemenceau, pour le ministère de l'Intérieur.

— Le voici donc au comble de ses vœux ; il désire ce poste depuis ses débuts, ai-je dit à Varenne.

Celui-ci a secoué la tête :

— Il y arrive trop tard, après une défaite qui risque fort d'être irrémédiable. Il n'aura pas les moyens d'agir. Toutes ses décisions seront contrecarrées par l'autorité militaire... On le rendra responsable du gâchis qui en résultera.

— Se rend-il compte de sa situation ?

— Je le crois. Pour le moment il est en train de téléphoner aux préfets des régions envahies ou qui risquent de l'être. Leur attitude est décevante. La plupart se déclarent incapables d'exécuter ses instructions. Il a eu beau les secouer comme il sait le faire, il a été obligé de reconnaître que l'administration préfectorale dont il vient d'hériter ne vaut pas mieux que le corps des officiers. C'est une gangrène sèche, comme nous disons, nous autres médecins.

J'ai quitté Varenne peu après pour aller chercher un nouveau gîte, place Beauveau.

20 mai : Le ministère de l'Intérieur m'a paru moins accueillant que le gracieux hôtel de Montmarin où nous logions depuis dix-huit mois. Je regrette surtout la grande pièce du premier étage, donnant sur le jardin, que je partageais avec Philippe Roques. Ici je dispose d'un cabinet assez grand, mais mal entretenu, poussiéreux, meublé d'une table de travail bancale et d'une armoire où j'ai trouvé un casque et un masque à gaz, dont je devrai me munir à chaque alerte. J'aurai toutefois l'avantage de voir ce qui se passe dans la Cour d'honneur et les visiteurs grimper le large perron qui donne accès à l'anti-chambre du ministre.

Il était huit heures et je songeais déjà à partir pour le *Continental*, lorsque Mandel m'a appelé par le téléphone intérieur. Il semblait las, et il est resté un moment, avant de parler, à contempler son visage dans le miroir sur pied qui orne le coin de son bureau, déjà fort encombré de papiers que les secrétaires n'ont pas eu le droit de classer. Après avoir tâté du doigt une de ses dents, il a eu sa moue habituelle :

— Je n'ai rien fait de bien sérieux aujourd'hui. Je me suis contenté de rétablir cette pièce dans l'état où elle se trouvait lorsque Clemenceau l'occupait. (Je remarque qu'il a cessé de dire « Monsieur Clemenceau ».) Certes, le péril, aujourd'hui, est plus grand encore qu'en 1918, quand les Allemands avaient atteint Soissons et le défaitisme ne doit pas l'être beaucoup moins, bien qu'il n'ait pas exactement le même visage. Pour commencer j'ai donc rappelé au service le chef de la Sûreté qui mit fin aux menées de la bande du *Bonnet Rouge*. Son nom seul fera peut-être comprendre aux traîtres en puissance qu'ils seront traités avec la même rigueur que jadis...

Il a changé de ton :

— Demain ou après-demain je prononcerai peut-être un discours à la Radio. Bâissez-le. Vous voyez à peu près ce qu'il faut dire ? Quant à la Censure, vous aurez désormais à veiller plus que jamais : Ne tolérez rien de suspect, aucune insinuation, aucune nouvelle alarmante.

Il s'est levé :

— Je m'en vais à l'Élysée. Le Conseil se prolongera sans doute une partie de la nuit...

21 mai : C'est fait : Gamelin est limogé. Vers dix heures, j'ai pu voir de ma fenêtre l'arrivée spectaculaire de Weygand. Accompagné d'un jeune officier d'ordonnance qui avait peine à le suivre, cet homme de 73 ans a escaladé les marches du perron quatre à quatre. Le képi incliné sur l'oreille, sanglé dans son uniforme, ganté de blanc, il prenait bien soin de ne pas perdre un pouce de sa petite taille. A un général qui ressemble, d'après Paul Reynaud, tantôt à un notaire, tantôt à un évêque, succède donc un chef que l'âge semble avoir plus durci qu'affaibli.

Ce spectacle m'a fourni le thème des articles que je suis chargé d'écrire pour le réconfort des populations du Midi qu'on juge, d'ordinaire, plus sensibles et plus promptes à s'émouvoir que celles du Nord. A longueur de colonnes je fais l'éloge du nouveau promu qui pendant la première guerre fut le second du maréchal Foch, et, à ce titre, dirigea pratiquement les opérations. Bien entendu, je ne crois qu'à demi aux espérances que je suis invité à susciter. Je prends sur moi, quelquefois, de baisser le ton, de laisser percer un léger doute.

24 mai : Ce matin, le général Gamelin est venu au ministère de l'Intérieur. Aspect modeste ; rien de l'allure fracassante de son successeur.

Son entretien avec le ministre n'a duré qu'un quart d'heure. En sortant, le général a demandé à un membre du cabinet de lui indiquer ce que serait le montant de sa pension de retraite...

25 mai : Comme j'arrivais au Continental pour la nuit, un colonel s'est présenté ; il s'est dit chargé par Daladier de renseigner les ministres, au jour le jour, sur les opérations militaires.

Son optimisme m'a étonné : la contre-offensive a commencé ; le plan de Weygand est grandiose et aboutira sans doute à l'anéantissement de l'ennemi ; les troupes franco-anglaises attaqueront dans la région de Bapaume et de Cambrai, en liaison avec une attaque partie du Sud, visant à séparer les blindés allemands du gros des forces ennemies. Avant tout, bien entendu, il faudra arrêter les blindés...

— Comment y parviendra-t-on ? ai-je demandé.

— Dans beaucoup d'endroits les obstacles naturels y suffiront, surtout ceux que constituent les forêts. Un char peut renverser un arbre, deux arbres, trois arbres ; il finit toujours par être bloqué...

— Mais les chars ne peuvent-ils pas contourner les forêts ?

— On a prévu le cas ; les routes, les chemins, ont été barrés par des murettes, disposées en redans, d'un mètre de hauteur. Ces travaux sont très avancés. On en trouve déjà à moins de vingt kilomètres de Paris.

26 mai : Les renseignements fournis par le colonel Th... ont excité ma curiosité. Je me suis levé tôt, j'ai frété un taxi, et je suis parti à la recherche d'une de ces routes « barrées », qu'on prétend, de ce fait, inaccessibles aux blindés allemands. Je n'ai pas eu à aller loin. Dans les environs de Montmorency, ma voiture s'est heurtée à un petit parapet, coupé d'une échancrure tout juste assez large pour permettre le passage des piétons. Mais comme, sur la gauche de la route, s'étendait une prairie à peu près plane, il ne nous a pas été difficile de doubler l'obstacle. Sans doute aura-t-on oublié d'allonger le barrage sur les côtés...

10 heures du soir : Le colonel Th... est arrivé juste à l'heure prévue. Je lui ai fait part de mon expérience du matin. Il a pris un air étonné ; puis, comme je lui tendais la perche, en insinuant que les travaux de fortifications dont il m'avait parlé étaient sans doute en cours, mais n'étaient pas encore achevés, il a paru enchanté de ma clairvoyance.

— Les nouvelles, d'ailleurs, a-t-il ajouté, sont bonnes et même excellentes. Une petite unité allemande a bien percé en direction de Rouen, mais le général qui commandait la division, bon manœuvrier, a pris immédiatement des mesures pour la stopper. Tout simplement il l'a encerclée, et, normalement, elle aurait dû se résoudre à capituler...

— Normalement, mais en réalité ?

— Eh bien ! l'unité ennemie a pu se dégager en fonçant brutalement... Les Allemands ne manœuvrent pas, ils foncent. Aucune idée stratégique ne les inspire. Notre supériorité est évidente. Nos officiers appliquent correctement les enseignements de l'École de guerre.

— Et ils n'en sont pas moins battus...

— Quelquefois, mais leurs échecs mêmes sont prometteurs pour l'issue de la bataille. Tôt ou tard leur science l'emportera.

Quand le colonel Th... a eu achevé son rapport, j'ai cru pouvoir le dispenser de venir, les jours suivants :

— M. Mandel, lui ai-je dit, est informé de première main par M. Daladier. Vos renseignements font donc double emploi.

27 mai : On reparle, de nouveau, du départ du gouvernement. Mandel s'y oppose fermement : d'abord, la bataille en cours est encore loin d'être gagnée par l'ennemi ; ensuite, si Paris était occupé, il faudrait reculer en se battant pied à pied, en utilisant tous les obstacles naturels et le gouvernement devrait accompagner les armées. S'il s'enfuyait, qui nous garantit que les élus de la capitale, entraînés par les communistes, ne se croiraient pas autorisés à former un gouvernement provisoire ?

Telle est, du moins, l'objection que Mandel a faite aux « fuyards ». Mais j'ai cru comprendre que ce n'était là qu'un prétexte pour retarder une décision dont il condamne le principe même.